

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUHEBDO.CH

N° 44 • 5 NOVEMBRE 2021 • CHF 3.-

GE: Les rentes se font attendre pour les seniors, suite à un «couac» de l'Etat page 3



Une coopérative dans l'Italie du Sud pour lutter contre la mafia calabraise page 5



IL FAUT LE DIRE...

Non et encore non au nucléaire

La COP26 s'est ouverte cette semaine. Le grand raout de Glasgow doit faire émerger des solutions au réchauffement climatique et à la problématique des gaz à effet de serre. Et force est de constater que depuis la Conférence de Paris, dans les faits, il y a eu très peu de progrès, même si les discours ont changé. On a pu croire que la pandémie allait permettre une prise de conscience collective, sur le non-sens de notre mode de vie basé sur la consommation effrénée et la mondialisation économique ne favorisant que quelques-uns. On doit déchanter aujourd'hui, tant les yeux sont braqués sur la croissance et les indices du PIB, comme s'ils reflétaient le bien-être de la population. Les énergies fossiles sont encore largement subventionnées. Et la plupart des mesures proposées pour enrayer la consommation énergétique sont liées à des taxes prélevées sur la population plutôt que sur les gros pollueurs comme les transporteurs maritimes.

La peur du changement de paradigme de consommation dans nos pays redonne des ailes au nucléaire, qui ne participe pas à l'émission de gaz à effet de serre. Alors que l'abandon de l'atome paraissait définitivement acquis, 10 ans après Fukushima, c'est comme si l'on oubliait que c'est une énergie très chère, dangereuse et dont la problématique des déchets n'est toujours pas résolue.

Droits dans leurs bottes, les jeunes PLR mais aussi Economie Suisse soutiennent l'idée de construction de nouvelles centrales ou de maintenir encore en vie celles existantes, en remettant en question le vote populaire de la sortie du nucléaire. Le lobby est fort et tend à présenter l'énergie nucléaire comme verte et durable! Il n'a pas intérêt, lui, à diminuer la consommation d'énergie et se réjouit de l'essor de la voiture électrique; il brandit la menace de la pénurie et du retour à la bougie.

La transition énergétique n'est pas seulement le changement de source d'approvisionnement. C'est un vrai virage sociétal. Pour nos sociétés très énergivores, l'effort doit être mis sur les économies d'énergie. Soit meilleure isolation des bâtiments et température intérieure plus basse, transfert massif du transport individuel vers le collectif, diminution des trajets entre le domicile et le lieu de travail, lutte contre l'obsolescence programmée des marchandises, production et consommation locales. Et bien sûr promouvoir les énergies vertes et décentralisées, dont la distribution doit rester en mains publiques.

Mais plus de nucléaire! Jamais.

Bernard Borel

Bolsonaro, les maux pour le dire

BRÉSIL • Les mises en cause du Président d'extrême droite du pays d'Amérique latine le plus peuplé pour crimes contre l'humanité se précisent. Au cœur d'une crise Covid intensément mortifère pour ses 220 millions d'habitants., les lumières de Fernanda Melchionna, députée brésilienne de passage en Suisse.

Originaire du Rio Grande do Sul, au sud du pays, Fernanda Melchionna est depuis 2018 députée fédérale brésilienne du Parti socialisme et liberté (PSOL), formation fondée en 2004 par une scission de l'aile gauche du Parti des travailleurs (PT) de Lula. De passage en Suisse, à l'invitation du CETIM pour la Campagne mondiale pour mettre fin à l'impunité des sociétés transnationales, elle revient sur le paysage politique brésilien et l'autocratie du président Bolsonaro.

Une commission d'enquête parlementaire (CPI) sur la pandémie a approuvé un rapport accablant. Il recommande l'inculpation du président Bolsonaro. Le texte sera transmis au parquet. Que dit-il?

FERNANDA MELCHIONNA Il montre les crimes contre l'humanité commis par le gouvernement durant la pandémie. Celui-ci a réalisé une union avec le négationnisme et la corruption, en faisant le pari d'une immunité collective face au Covid, ce qui a entraîné une surmortalité au Brésil. Dans notre pays, nous avons dénombré plus de 600'000 personnes décédées du fait de la pandémie. Ces morts auraient pu être évitées, si Bolsonaro n'avait pas persisté dans sa politique criminelle.

Le rapport officiel de la CPI, validé par les Chambres, recommande aussi l'inculpation de quelque 80 personnes, dont plusieurs ministres, ex-ministres, compagnies, et les trois fils aînés de Bolsonaro, tous des élus ayant propagé des fake news sur le Covid. De même que le Ministre de la Santé, du fait de sa gestion de la crise à Manaus, où l'on a envoyé de l'hydroxychloroquine plutôt que des appareils de ventilation. Cela a entraîné des morts. Le gouvernement en a été avisé. Celui-ci a aussi couvert la recherche de profit de certains groupes durant la crise. Le groupement hospitalier et service de mutuelle brésilien, Prevent Senior a ainsi fait des tests expérimentaux de médicaments sur des patients-cobayes sans autorisation.

Le plus important reste que Jair Bolsonaro a été accusé de neuf crimes, ce qui pourrait la valoir une peine de 78 ans de prison. Il est mis en cause pour avoir propagé la maladie, pour charlatanerie concernant de faux traitements. Mais aussi de crimes contre les mesures de santé et contre l'humanité. Nous ferons tout ce qui nous est possible pour favoriser sa destitution. La solidarité internationale est aussi importante pour y parvenir.



«Jair Bolsonaro est sous le coup de 9 chefs d'accusations lancés par une commission du parlement», explique Fernanda Melchionna. Senado Federal

Quelle est l'ambiance politique aujourd'hui?

Le président est rejeté par le peuple. Les enquêtes d'opinion montrent que 60% de la population ne l'apprécie pas, de même que son gouvernement. La crise économique est profonde, avec 20 millions de personnes dans la pauvreté extrême. Nous avons 14,1 millions de sans-emploi, la faim progresse, du fait de la hausse des coûts alimentaires et des combustibles. Bolsonaro est en minorité, mais chaque fois qu'il est isolé, il s'engage dans une politique pour l'extrême-droite, faisant des discours contre les libertés démocratiques, propageant des fake news ou appelant à des manifestations inconstitutionnelles à la limite du coup d'Etat comme il l'a fait le 7 septembre dernier. Pour nous, il est très important qu'il soit jugé maintenant et ne pas tout jouer avec le calendrier électoral de 2022.

Et ce pour deux raisons. Tant que Bolsonaro est au pouvoir, notre peuple va souffrir du coronavirus ou de la crise sociale. De plus, il ne va pas accepter les résultats des urnes et faire des provocations. Nous ne voulons pas compter sur le hasard pour la présidentielle. Il importe d'avoir une unité d'action dans la rue pour aller vers cette destitution et faire un débat de fond sur un programme économique et politique de sortie de crise. Pour le PSOL, il est fondamental de développer un programme de changements radicaux, anticapitaliste et de mobilisation. Il y a certains secteurs à gauche qui veulent attendre les élections et battre

Bolsonaro, mais pour nous, c'est dangereux et irresponsable.

Comment voyez-vous ces présidentielles de 2022?

Le moment du changement est plus que nécessaire. Nous voulons évincer Bolsonaro du pouvoir, en faisant appel à la rue. Accusé de crimes contre l'humanité et contre les droits humains, ce criminel ne peut continuer au pouvoir, en contrôlant le pouvoir d'Etat pour attaquer son propre peuple. Le PSOL ira aux élections sur la base d'une unité d'action, tout en maintenant notre indépendance politique, à travers un programme de gauche, qui passe par l'imposition des grandes fortunes, la lutte contre un système financier, qui s'est enrichi à travers des rentrées financières illégales d'aide publique.

Notre programme va dans le sens de changements populaires, qui peuvent aider le peuple face à un parlement inégalitaire et oligarchique. Nous avons beaucoup de temps avant les élections, il est important d'avoir un candidat de la gauche socialiste pour vaincre Bolsonaro au deuxième tour.

Pourriez-vous évoquer la politique climatique de Bolsonaro, notamment en ce qui concerne l'Amazonie, alors qu'une ONG autrichienne, All Rise, a récemment déposé plainte à la Cour pénale internationale (CPI) pour «crimes contre l'humanité» contre votre président?

Le gouvernement Bolsonaro n'a aucun programme politique face à l'urgence climatique. Bien au contraire, il a notoirement accéléré la déforestation et

l'avancée sur les terres indigènes par les brûlis. Toutes les agences de protection de l'environnement ou de justice du climat ont vu depuis 2019 leur financement revu à la baisse. La politique environnementale du gouvernement est anti-écologique. Il a donné carte blanche aux multinationales et aux latifundiaires du Brésil pour aller de l'avant.

Quel est le poids de la religion, notamment évangéliste, dans la politique brésilienne?

Cette influence a beaucoup crû depuis une quinzaine d'années. Les secteurs majoritaires des fondamentalistes évangélistes sont de droite et développent une stratégie de conquête du pouvoir. Ceci même si certains éléments peuvent être progressistes comme le démontre l'un de nos membres qui est pasteur. Au congrès, il y a un groupe proche de la Bible, qui interdit toute avancée des droits de femmes ou de la communauté LGBTIQ ou refuse des propositions basiques en matière de droits humains.

Le mariage civil a ainsi été introduit sous la pression de la communauté gay, mais à travers une décision du Tribunal suprême fédéral en 2011. Le bloc évangélique est très lié à Jair Bolsonaro tout comme les patrons de l'agro-business voulant continuer dans leur marche vers la déforestation ou des secteurs fascistes de la société, qui sont autant d'appuis pour ce gouvernement autocrate d'extrême droite. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Une Session des femmes au pas de charge

SUISSE • Pendant deux jours, 200 élues de toute la Suisse, appuyées par 46 parlementaires ou ex-parlementaires, ont participé à la Session des femmes à Berne, adoptant un total de 23 revendications qui seront déposées au parlement.

Introduction d'un programme national de recherche sur la discrimination et les biais implicites dans le domaine de la santé et la recherche thérapeutique, révision de la loi sur les infractions sexuelles dans le Code pénal, introduction du droit de vote et d'éligibilité au niveau fédéral pour les étrangers après 5 ans de résidence. Telles sont quelques-unes des propositions de progrès avalisées par la 2^e Session des femmes, organisée le 29 et 30 octobre par la faïtière des organisations féminines suisses Alliance F, à l'occasion de la célébration des 50 ans du suffrage féminin. Cette association, coprésidée par la conseillère aux Etats écologiste bâloise, Maya Graf, se présente comme «la voix des femmes dans la politique suisse», et regroupe plus de cent organisations comme l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF) ou la Ligue suisse des femmes catholiques.

Le 2^e pilier, objet de toutes les revendications

Mais certaines des élues étaient parrainées par les syndicats Syna, transfair et Travail.Suisse comme Linda Rosenkranz, élue du canton de Berne et responsable de l'administration de la dernière organisation. Et de préciser les modalités de la session: «Après avoir été informée que j'étais élue parmi les 200 femmes candidates, j'ai reçu une liste de commissions (au nombre de 8), et j'ai pu postuler pour trois d'entre elles. J'ai été élue à la Commission pour l'égalité au travail et à la retraite, avec laquelle nous avons déjà eu deux jours de réunions. Nous y avons discuté de sujets qui nous tiennent à cœur et défini des propositions ou des revendications – que l'on appelle aussi des motions. Lors de la Session,



La Session a proposé un droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers résidant en Suisse depuis 5 ans.

alliance F

chaque proposition a été présentée par une porte-parole de la commission. Ensuite, tout le monde a voté. Les propositions qui ont été acceptées seront finalement transmises au Parlement», précisait-elle. La décision de contrôler les entreprises à partir de 50 employé.es plutôt que 100 comme il est prévu dans la Loi sur l'égalité, de même que le projet de mettre en place

une autorité fédérale indépendante chargée de contrôler cette égalité et de signaler les cas d'abus réjouissent la jeune élue. «La loi actuelle est un tigre de papier sans dents. Nous avons enfin besoin d'une loi qui sanctionne les entreprises qui discriminent les femmes au niveau du salaire», estime-t-elle. Elle s'est aussi investie dans le dossier du 2^e pilier. Rappelant que les

femmes ont reçu 1547 francs par mois en 2018 - les hommes presque le double avec une moyenne de 2948 francs, la Session des femmes défend l'abolition de la déduction de coordination (le seuil d'entrée pour cotiser à cette assurance est fixé à 25'095 francs de revenu par année). Elle veut aussi que la prévoyance professionnelle inclue des bonifications pour tâches éducatives et d'assistance analogue à celles prises en compte dans le calcul des rentes AVS.

Vers le bien-être

La Session désire aussi que la Suisse se dote d'un véritable Office fédéral de l'égalité, chargé, entre autres, de réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la société, l'économie et la politique. Mais aussi de lutter contre le harcèlement et la discrimination sur le lieu de travail et de prévenir la violence domestique. Encore peu connu est le Partenariat des gouvernements pour une économie du bien-être (WEGo), basé sur 17 objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU. La Session voudrait que la Suisse rejoigne cette alliance d'Etats, qui promeut des mesures comme l'amélioration de la santé, l'aménagement du territoire respectueux des personnes, le bien-être temporel ou la sécurité routière.

«Nos revendications ont le potentiel non seulement d'être révolutionnaires pour la politique d'égalité dans les années à venir, mais aussi de façonner la politique du marché du travail, des assurances sociales, de la santé, de la sécurité et des sciences», assure la Session dans son communiqué final. A voir. ■

JDr

Informations complètes sur les pétitions sur www.alliancef.ch/sessiondesfemmes

Référendum contre Frontex

SUISSE • Des militant.es de gauche lancent le référendum contre l'augmentation de la participation financière suisse à l'agence européenne Frontex.

Le Parlement suisse a décidé de renforcer l'agence européenne de protection des frontières Frontex, passant de 24 à 61 millions de francs suisses par an. Avec cet argent, Frontex va renforcer la fermeture des frontières extérieures de l'Europe et accélérer les vols spéciaux pour les déportations forcées à une échelle européenne», précise le Migrants solidarity Network (MSN). Qui vient de lancer un référendum contre cette participation financière helvétique. MSN est appuyé par 33 organisations, dont Augenauf, le Mouvement pour le Socialisme, les Avocates Démocratiques de Suisse, le Forum des Citoyens Européens, Droit de Rester Neuchâtel ou Seebücke Schweiz.

Budget en forte hausse

La campagne de récoltes de signatures est aussi soutenue par Les Verts, les Jeunes Verts, le Parti socialiste, le Parti du Travail et Ensemble à gauche. «L'agence a été fondée en 2004. Depuis lors, son budget a augmenté de 7000%, passant de 6 millions à 11 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En termes de personnel, la force opérationnelle de Frontex est appelée à devenir une armée permanente de 10'000 gardes-frontières d'ici 2027. Depuis 2016, elle est devenue une sorte de super-organisation au budget croissant, d'avantage de personnel et ses propres armes. Les rapatriements font désormais également partie de ses tâches», précise encore le comité référendaire, qui critique cette agence, symbole de l'Europe forteresse.

Par son opposition, il veut aussi dénoncer les accointances et les

connexions entre la Suisse et l'agence européenne. «La contribution suisse représente environ 5% du budget total de Frontex, ce qui signifie que la Suisse contribue notablement au régime isolationniste violent de l'UE. Membre de l'espace Schengen, la Suisse dispose d'une voix consultative, mais non délibérative en ce qui concerne la planification de nouvelles mesures. Elle profite largement de la violence du dispositif européen contre les migrations», précise encore le comité.

L'UDC divisée

Du côté de la droite nationaliste, le soutien à Frontex ne convainc pas tous les membres de l'UDC, relève le journal saint-gallois *Tagblatt*. Douze représentants de ce parti ont même rejeté le projet lors de la session d'automne. «Schengen-Dublin nous a coûté beaucoup plus d'argent que ce que le Conseil fédéral nous a dit. Les frontières, en revanche, sont devenues aussi trouées que l'emmental», critique Marcel Dettling, conseiller national schwytois.

«Les chances de gagner ce référendum sont bonnes», estime Daniel Graf, fondateur de la plateforme WeCollect.ch, qui lutte pour la démocratie directe. Elle a aussi mis le référendum en ligne. «On pourrait en arriver à une alliance impie entre la gauche et la droite – comme pour la campagne sur l'identité numérique», souligne-t-il dans les colonnes du journal. ■

JDr

Infos sur le référendum: www.migrant-solidarity-network.ch/fr/blog

Des livreurs en colère contre Smood à Yverdon-les-Bains

Ce mardi, une quinzaine de livreurs et livreuses de Smood, principale partenaire de livraison de repas et produits Migros à domicile, ont débrayé, puis manifesté en soirée à Yverdon-les-Bains. Soutenus par le syndicat Unia, les salarié.es ont dénoncé leurs difficiles conditions de travail: bas salaires, frais de déplacement sous-estimés, gestion opaque des pourboires par l'entreprise, saisie du temps de travail déficiente. «Malgré plusieurs échanges avec la direction de l'entreprise depuis début octobre, Smood n'a pas daigné corriger les problèmes soulevés par les salarié.es. Pire, le personnel a subi une nouvelle détérioration de sa situation à la fin du mois: des sommes importantes ont été supprimées des fiches de salaire (heures de travail non calculées, des pourboires non attribués et des vacances mal payées)», affirme le syndicat. Ceci serait lié à la mise en place d'une application, sans garantie de courses à faire.

Parmi leurs nombreuses demandes du personnel mécontent: un salaire de 24 francs bruts de l'heure, un paiement diligent et transparent de toutes les heures supplémentaires, la cessation des pénalités abusives, une rémunération juste du travail du dimanche et des jours fériés, une meilleure planification du temps de travail, une répartition transparente et équitable des pourboires et un défraiement correct de l'utilisation du véhicule privé.

Au passage, Unia tacle le Géant orange, en se demandant pourquoi Migros soutient ce modèle d'affaires. Le syndicat demande à l'enseigne de faire pression sur son partenaire commercial pour qu'il instaure enfin des conditions de travail acceptables pour son personnel et entame des négociations avec le syndicat et les employé.es. ■

Réd.

Mobilisation générale dans cinq villes suisses



Plus de 12'500 personnes ont pris part samedi 30 octobre à des mobilisations interprofessionnelles (construction, vente, nettoyage, santé et logistique) comme ici à Genève, mais aussi à Olten, Zurich, Bellinzzone. Sous le slogan «A notre tour maintenant! Salaire. Respect. Solidarité», elles exigent une revalorisation de leurs conditions de travail et la reconnaissance qui leur revient pour leur engagement durant la pandémie. Parmi les revendications: de meilleurs salaires, en particulier dans les branches féminines (minimum 4000 francs x13) et des augmentations pour toutes et tous, des places de travail sûres ainsi que des chantiers propres et bien organisés et refus de la hausse de l'âge de la retraite des femmes. A Berne, le personnel de santé de toute la Suisse a envahi les rues et la Place fédérale. Sandra Schmied, infirmière, a appelé une nouvelle fois les participant.es à voter Oui à l'initiative sur les soins: «Ce n'est qu'avec de bonnes conditions de travail et suffisamment de personnel que les soignant.es nouvellement formé.es resteront dans la profession. Le contre-projet ne tient absolument pas compte de cela.»

Réd. / Unia Genève

Les rentes se feront attendre

GENÈVE • Un nouveau délai dans le versement des assurances sociales, difficile pour les bénéficiaires les plus précaires, passe mal.

La semaine dernière les bénéficiaires de l'Assurance-vieillesse et survivants (AVS) et de l'Assurance-invalidité (AI) recevaient un courrier de l'Office cantonal des assurances sociales (OCAS) les informant du fait que leurs rentes, jusqu'à présent versées au premier jour ouvrable du mois, seraient, à partir de l'année prochaine, mises à disposition au sixième jour. Une décision que fustigent l'Association de défense et de détente de toutes les retraitées et futur.es retraité.es (AVIVO) et le Parti du travail genevois (PdT).

Désapprobation

L'AVIVO proteste contre cette décision et demande à l'OCAS et aux autorités de «revenir à la raison» en annulant le versement au sixième jour ouvrable des rentes et en maintenant le calendrier actuel. «De facto cela signifie le 8, 9, ou 10 selon les mois. Cela pose un énorme problème pour les petits revenus, qui n'ont pas assez de liquidités d'un mois à l'autre pour assurer les paiements mensuels», s'indigne Ueli Leuenberger, vice-président de l'association. Il souligne qu'«il faut bien se rendre compte que pour ces derniers, c'est déjà maintenant une «jonglerie» permanente de nouer les deux bouts».

Il rappelle également que les loyers doivent en principe être payés au plus tard le dix de chaque mois et que certaines personnes ayant un arrangement avec leur régie pour un arriéré de loyer sont soumises à des règles beaucoup plus strictes. La date limite de leurs paiements étant souvent avancée au cinq du mois. Un problème pourrait aussi se poser en ce qui concerne l'administration cantonale



Le cafoillage informatique de l'Office cantonal des assurances sociales va prêter à tort aux seniors genevois.

Pixabay

des impôts qui exige que les règlements soient réalisés, là aussi, au plus tard le 10 du mois. En conséquence, l'AVIVO exprime son incompréhension et sa désapprobation totale à l'égard des mesures de l'OCAS et interpelle les autorités, particulièrement le Conseil d'Etat, pour qu'elles les annulent.

Retour en arrière partiel

Vendredi dernier, l'OCAS revenait sur sa décision et annonçait que les rentes seraient finalement versées au 4^e jour ouvrable. L'Office justifiait ses mesures

dans *La Tribune de Genève* par la bascule vers un nouveau système informatique ayant nécessité la modification de ses dates de versement. «Nous sommes conscients que ce changement a un impact sur nos bénéficiaires, c'est pourquoi le calendrier des paiements a été revu. Les rentes seront donc versées le 4^e jour ouvrable du mois», expliquait l'OCAS, selon qui le changement de ses outils informatiques serait «indispensable».

Malgré ce rétropédalage partiel, le PdT s'indigne de la mesure consistant en un retardement du versement

des rentes AVS et AI. «Il s'agit tout simplement d'un cas flagrant et grave d'une violence sociale inouïe contre des personnes souvent très précaires, qui doivent compter chaque franc, qui n'ont pratiquement pas de liquidités à la fin du mois, et qui doivent pourtant – sous peine de poursuites – effectuer des paiements lourds et incontournables au tout début du mois au plus tard», explique le Président du parti genevois, Alexander Eniline, qui considère la façon de procéder au moins aussi scandaleuse que le fond.

«Les bénéficiaires ont été informés de cette décision par simple circulaire administrative, avec pour seule explication... que légalement l'OCAS pourrait effectuer le versement encore plus tard. C'est une marque de mépris inacceptable, une façon profondément indignée de traiter les bénéficiaires, qui ont le droit de toucher les prestations qui leur sont versées», lance-t-il. Pour le Président du PdT, la justification par un changement de système informatique qui ne permettrait plus de verser les rentes au premier jour ouvrable est inepte. «Quelle serait cette prétendue «modernisation» qui rendrait subitement incapable l'OCAS d'assurer une prestation qu'il a toujours pu assurer jusque-là?», interroge-t-il. Contactée à propos des tenants et aboutissants de ces modifications de l'outillage informatique, l'OCAS n'a pour l'heure pas répondu à nos questions.

L'argent du personnel

Quelles que soient les motivations ayant conduit à ce nouveau délai dans le versement des rentes, le Président du PdT tient à rappeler que toute richesse vient du travail des travailleuses et des travailleurs.

«Les rentes AVS sont un droit, gagné par des années de travail et de cotisation. De même que les rentes AI, issues des cotisations prélevées sur le travail et d'une volonté de solidarité indispensable. Ce n'est pas un cadeau soumis à la discrétion de quelque technocrate. Ces rentes doivent être payées le premier jour ouvrable du mois! Aucune solution «intermédiaire»! Aucune excuse!», conclut Alexander Eniline. ■

Jorge Simao

Pour des repas accessibles à l'Université de Genève

GENÈVE • Face au refus du rectorat d'entrer en matière sur le rétablissement des repas à 3 francs, les étudiant.es campent dans la cafétéria.

Depuis mardi matin, la Confédération universitaire des associations d'étudiants (CUAE), le syndicat étudiant et faitière des associations de l'Université de Genève, occupe l'une des cafétérias du bâtiment Uni-Mail. Une action qui s'inscrit dans la mobilisation pour le retour des repas à trois francs.

Ces repas à prix réduit mis en place entre mai et juin, qui ont depuis été supprimés (voir *Gauchebo* 43). «La précarité étudiante n'est plus à prouver; les chiffres effrayants de l'épicerie gratuite la Farce et des demandes d'aide financière de l'université ne sont que le reflet des files d'attente interminables qui se forment lors de nos bouffes pop' à prix libre», déclare Abebe El Shaddai, secrétaire permanente du syndicat.

Précarité alimentaire

Voilà trois semaines que la CUAE organise des événements pour visibiliser la précarité alimentaire et offrir un repas de midi «sain et bon marché» à des centaines de personnes. Elle considère qu'un accès à de tels menus est un droit et qu'il est du

devoir de l'université de les fournir à tout le monde. La décision de mener une occupation résulte du refus catégorique du rectorat et du Conseil d'Etat d'envisager le retour des repas à petit prix. «Le dialogue ayant été rompu, nous avons trouvé un autre moyen de nous faire entendre», explique Mme El Shaddai. Mardi, les étudiant.es ont servi plus de 600 assiettes à prix libre dans les espaces occupés et «réappropriés».

Par-delà sa revendication principale, la CUAE exige des cafétérias autogérées par les étudiant.es, pratiquant le prix libre et financées de manière pérenne par l'université ou l'Etat. Elle demande à ce que soit agendée une réunion avec les partenaires sociaux, le SIT et le SSP, pour discuter de cette internalisation. De plus, elle demande un financement de l'épicerie gratuite La Farce par l'université – ainsi qu'à une semaine de révision des cours dans toutes les facultés pour le semestre de printemps.

La CUAE appelle tous les collectifs, étudiants ou non, à la rejoindre et à occuper leurs propres espaces pour lutter contre la précarité alimentaire. ■

Jorge Simao

Des routes en dérouté?

NEUCHÂTEL • Il a fallu chercher pour savoir pourquoi «H» pour désigner «Hauptstrasse». La Hauptstrasse 18 est la route principale reliant Bâle à la Chaux-de-Fonds, route de contournement soumise au vote le 28 novembre.

C'est anecdotique, mais cela me permet de poser le propos: notre pays a développé un réseau routier dense durant des décennies. A part les Valaisans, qui finiront peut-être leur autoroute en 2026, même les Jurassiens ont réussi à se relier au reste du pays. Aurais-je préféré que nous ayons, à la place, des systèmes ferroviaires quadrillant le territoire? Bien sûr. Des transports publics dignes de Zurich dans chaque ville? Evidemment.

De la connexion aux problèmes

Mais notre réseau routier façonne notre pays et pose les bases de son fonctionnement, comme pour tous les autres pays d'ailleurs. Les routes sont l'un des nombreux facteurs permettant d'expliquer l'expansion romaine antique. Bien avant d'être un problème écologique, la route était un symbole de connexion au reste du monde. De rupture de l'isolement. Et ce n'est pas pour rien que certains projets de développement en région pauvre impliquent la création de routes.

Or nos routes ont à présent une autre signification. Les connexions qu'elles permettent induisent un trafic important, dont les conséquences sont évidemment écologiques, mais également sociales. Beaucoup de personnes «pendulent», ce qui implique une perte de recettes fiscales pour les communes qui fournissent des emplois. La vie locale est réduite de toutes les personnes qui vont habiter «à la campagne» et les commerces locaux en souffrent.

Conséquences négatives

Les employés sont soumis à une concurrence élargie puisqu'il est possible de recruter sur un bassin de population plus large. Ils ne peuvent contrebalancer cela qu'en acceptant de penduler à leur tour. Et les personnes qui conduisent tous les jours pour aller travailler sacrifient du temps de vie pour du temps d'accès au travail non rémunéré.

Donc oui, nos routes ont un impact négatif sur de nombreux aspects de notre société, en regard duquel leurs avantages semblent aujourd'hui faibles. Mais c'est bien l'entier de notre

société suisse qui est modelé ainsi. Et un changement de paradigme doit se faire à l'échelle du pays. Davantage de transports publics. De meilleures cadences. Une campagne mieux desservie par les bus. Moins de fraudes chez CarPostal etc.

Contournements

Rejeter la spécifique H18, dont le but est de vider d'une partie de son trafic la ville de la Chaux-de-fonds pour «changer le système», c'est ne pas vouloir couper un arbre pourri pour sauver l'environnement. Le trafic citadin devrait idéalement être remplacé par l'usage du transport public.

Mais il ne le sera pas avant des années et seulement si une politique volontaire nationale et cantonale s'y attaque. En attendant cette politique, c'est bien par des contournements, des zones piétonnes et des aménagements de conduite que l'on pourra faire avancer des projets à l'échelle locale. Lausanne l'a bien compris, qui a rendu le trafic pénible en son centre et passe tout son trafic nocturne à 30 km/h. ■

Nicolas Turtchi

Plus d'humanité et de solidarité

SUISSE • La motion pour une taxe de solidarité unique de 2% sur les avoirs de trois millions de francs, déposée par le député du PST-POP, Denis de la Reussille, a été discutée lors de la dernière session au Conseil national.

«**M**a motion a un seul objectif: donner à nos communautés les moyens financiers nécessaires pour faire face aux urgences sociales et économiques. Les coûts de cette pandémie seront extrêmement élevés», a déclaré Denis de la Reussille, conseiller national du Parti suisse du travail (PST-POP), au début de son discours du 22 septembre. Et de rappeler aux représentants du peuple présents sous la coupole du Palais fédéral à Berne: «L'acceptation de ma motion rapporterait environ 18 milliards de francs de recettes à la Confédération.»

C'est en mai 2020 et en pleine première vague Covid que le conseiller national du PST-POP avait déposé sa motion pour un «impôt de solidarité Covid 19» sur les avoirs de plus de trois millions de francs afin d'utiliser les recettes pour soutenir les travailleurs, les familles, les entreprises artisanales et les petites entreprises. L'origine de la motion est une pétition de son parti lancée au printemps 2020 (voir *Gauchebdo* du 3 avril 2020), demandant un prélèvement unique de 2% sur la fortune des riches, à redistribuer comme une contribution concrète de soutien et non comme un prêt.

Très peu possèdent beaucoup

Retour sur le débat au Conseil national du 22 septembre. A l'occasion de son intervention, Denis De la Reussille a cité un article paru dans un récent numéro du magazine *La Vie économique*: «La richesse totale en Suisse continue de croître, mais la répartition de la richesse est de plus en plus inégale. Au cours des vingt dernières années, la richesse totale de notre pays a doublé pour atteindre près de 2000 milliards de francs.» L'argent est disponible sur le territoire national. Il faut également rappeler que les 300 personnes les plus riches du pays possèdent 707 des 2000 milliards totaux, soit plus d'un tiers. Et ces 300 personnes ne représentent que 0,0035% des quelque 8,6 millions de personnes vivant en Suisse.

Denis de la Reussille a poursuivi en affirmant que son parti était convaincu que «les citoyens les plus riches peuvent – et doivent – faire un effort de solidarité». Il a ensuite posé la question suivante: «Est-ce trop demander aux plus fortunés de nos concitoyens de faire un effort très modéré pour le bien de tous les habitants de notre pays?», faisant appel à «la générosité et à l'humanité nécessaire pour contribuer à cet effort national». Il a terminé son intervention en disant: «Si vous votez pour cette motion, vous ferez preuve de solidarité et les finances de la Confédération se rétabliront plus rapidement.»

Ueli Maurer, gardien du temple fiscal

L'humanité? La solidarité? Bof. Le Conseil fédéral avait déjà recom-



Ueli Maurer n'a rien voulu entendre d'un impôt de solidarité.

Remy Steinegger

mandé le rejet de la motion en août 2020. Le ministre des finances Ueli Maurer de l'UDC a ensuite repassé le plat. «Une fois de plus, il faut tenir compte du fait qu'il est toujours difficile d'apporter un changement soudain à un ensemble de taxes qui s'est développé pendant de nombreuses années et «qui est bien équilibré». Parce que «cela bouleverse la structure de l'ensemble», a déclaré M. Maurer. Le ministre des finances a calculé que la taxe s'élèverait à environ 60'000 francs pour une fortune de trois millions. Il a noté que «trois millions de francs de fortune peuvent très bien être investis dans une très large mesure dans un immeuble que l'on occupe personnellement. Mais que l'argent soit ensuite disponible sous forme liquide est une autre question.» Eh bien, Monsieur Maurer, celui qui peut se permettre d'investir trois millions de francs dans un bien immobilier roule très certainement dans une voiture qui a coûté au moins 60'000 francs. Et on peut également supposer qu'il y a quelques millions de plus qui traînent sur des comptes bancaires. Pour aller droit au but: Seules les personnes très riches peuvent investir trois millions de francs dans l'immobilier.

Le ministre des finances a fait mieux. «Je pense qu'avec la redistribution des hautes richesses vers les basses richesses que nous avons déjà maintenant, nous avons fondamentalement épuisé le système.» Une vision quelque peu absurde de la réalité. Car la réalité est que 0,0035% de la population possède un tiers de la richesse totale.

La Constitution protège les riches

M. Maurer a ensuite mentionné un autre point dans son argumentation contre la motion, qui est important pour la gauche, mais souvent oublié: tout impôt prélevé par le gouvernement fédéral nécessite une base

constitutionnelle explicite. Et cela fait défaut pour la perception d'un impôt sur la fortune¹. En d'autres termes, la Constitution suisse ne prévoit pas la possibilité de prélever un impôt sur la fortune comme le prévoit la motion! Cela signifie que pour rendre possible un impôt sur le patrimoine, il faut d'abord modifier la Constitution. On peut se demander dans quelle mesure, c'est également le cas avec un prélèvement unique sur la fortune, comme le demande la motion, et cela donnerait du grain à moudre aux avocats. Reste cependant la déclaration politique, expliquée par le Conseil fédéral comme suit: «Le fait de renoncer à introduire de nouvelles taxes en raison de la crise renforce également la confiance des acteurs économiques dans la stabilité du système juridique et donc la sécurité juridique et de planification.» Et Maurer de conclure: «Je ne pense pas qu'il soit judicieux d'introduire dès maintenant un impôt supplémentaire sur la fortune dans ce but unique.»

Sans surprise, la majorité bourgeoise du Conseil national a rejeté la motion, tandis que le camp rouge-vert a voté presque unanimement en sa faveur. Deux représentants du Parti des Verts se sont abstenus. Que reste-t-il de cette proposition de notre camarade? La prise de conscience – une fois de plus – que l'argumentation du Conseil fédéral est un exemple type des intérêts représentés au Conseil national. Il en va de même, en principe, pour la constitution du pays. Ergo: Un changement radical est nécessaire. ■

Siro Torresan

¹ Depuis 1959, l'impôt fédéral direct (IFD) n'est plus perçu sur la fortune des personnes physiques car son cumul avec les impôts cantonaux et communaux frappant également la fortune aurait conduit à une charge fiscale trop élevée selon la Conférence suisse des impôts (CSI)

Paru dans *Vorwärts*, adapté par la rédaction

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Un 25^e féminicide suisse

Un 25^e féminicide suisse a eu lieu la semaine dernière dans le canton de Genève, si l'on compte les deux femmes tuées à l'étranger. Déjà 25 femmes sont mortes sous les coups de leur mari ou de leur compagnon. Dont 4 en une semaine: 13 octobre, une femme de 30 ans est poignardée à mort à Altstetten (ZH), vraisemblablement par son mari. 16 octobre, à Netstal (Glaris), un homme de 27 ans aurait tiré sur une femme de 30 ans dans sa voiture. 18 octobre, un homme et sa fille de 12 ans sont retrouvés morts à Rapperswil-Jona (SG). La police suppose que le père a d'abord tiré sur sa fille, puis s'est suicidé. 21 octobre, tôt jeudi matin, une femme de 58 ans à Vandoeuvres (GE) est vraisemblablement abattue par son mari. 2020 avait recensé 16 féminicides ainsi que 5 tentatives. L'année n'est pas terminée et le sinistre record est déjà battu. Il représente mensuellement plus de deux femmes assassinées par leur conjoint, compagnon ou ex. Le constat est horrifiant.

Il n'existe pas de statistiques officielles sur le nombre de femmes tuées chaque année en Suisse. L'Office fédéral de la statistique (OFS) ne rapporte actuellement que les crimes violents par sexe et dans le domaine de la violence domestique. Cependant, le motif ou le contexte du crime n'est pas enregistré.

Le 25 octobre, la *Tribune de Genève*, abordant le problème, a élaboré une carte de Suisse indiquant le lieu, la date et l'âge des victimes. Le premier s'est déroulé le 2 janvier à Breitenbach (SO). Les points concernent quasiment toute la Suisse, sauf les cantons primitifs et les Grisons. Les victimes avaient entre 12 et 90 ans. Le problème touche aussi bien les villes que les campagnes, tous les milieux, tous les âges. Même les vieilles femmes ne sont pas à l'abri.

L'assassinat d'une jeune femme par son compagnon, dans le canton du Jura, le 21 octobre 2019, est l'un des exemples démontrant les insuffisances du droit des femmes. Mélanie fut amenée dans une zone forestière, mains attachées, et violée par son mari, qui venait d'apprendre qu'elle voulait le quitter. Le lendemain, elle trouva le courage de porter plainte au commissariat de police de Delémont. La justice confisqua les armes à feu du mari et lui imposa des mesures d'éloignement; malgré la gravité des faits, il ne fut pas incarcéré. Quelques jours plus tard, il tua Mélanie. Sa famille a saisi la justice. Mais début mars 2021, la plainte pour homicide par négligence et omission de prêter secours a été classée! La famille de Mélanie et les organisations de femmes de Jura pensent qu'il y a eu négligence, et revendiquent la poursuite des responsables.

Sylvie Durrer, directrice du Bureau fédéral de l'égalité, souligne la plus grande sensibilité des médias et du public à la question. Il y a quelques années, les médias évoquaient les féminicides comme des «dramas familiaux» contre lesquels on ne pouvait rien faire. A présent, chaque homicide est ressenti comme inacceptable et des solutions immédiates sont demandées. «Trop d'auteurs de féminicides étaient déjà connus pour être violents et menaçants», regrette Sylvie Durrer.

Depuis janvier 2021, le gouvernement fédéral met à disposition 3 millions de francs par an pour des projets de prévention. L'Office fédéral de la statistique mène en outre une enquête complémentaire sur tous les homicides pendant 5 ans (2019-2024). Mais des conseillères nationales ne sont pas satisfaites. Les socialistes Tamara Funicello, Yvonne Feri et Marina Carobbio Guscetti réclament davantage de fonds que les 3 millions alloués. Elles demandent notamment des structures d'accueil supplémentaires pour les femmes menacées, l'inclusion du terme «féminicide» dans la loi, ainsi que la création d'un programme pour les auteurs de ces crimes.

«Violence contre une, violence contre toutes.» Environ 70 personnes se sont rassemblées jeudi 28 octobre à Bel-Air pour dénoncer l'augmentation des féminicides en Suisse. A la lumière de 25 torches symboliques, les manifestant.es ont scandé en chœur leur rage face à l'inaction des autorités. Le collectif «Engageons les murs» a aussi réalisé la performance du collectif chilien Lastesis, *Un violeur sur ton chemin*: «Il ne s'agit pas d'un spectacle, mais d'un hommage à nos sœurs et adèles disparu.es». Les féminicides sont l'aboutissement terrible d'une culture de domination genrée. Ces violences ont une dimension systémique qui doit être reconnue. Pour ces pervers, la femme est une propriété et non un être libre. Ils ne supportent pas qu'elle les quitte.

Une fois de plus, la Suisse est en retard. Les féministes demandent la création d'un plan national de lutte contre les violences sexistes, un recensement fédéral des féminicides, des actions concrètes: une sensibilisation dès l'école primaire, la formation de la police, de la justice et des services sociaux, des procédures plus rapides, un numéro et un bouton d'urgence, des moyens de protection lorsque les violences surgissent, une gestion coordonnée des menaces graves, le respect des mesures d'éloignement, la prise en charge des victimes, ainsi que des hommes violents.

Le site «Arte H24» dénonce, par de courts films, les violences sexistes et sexuelles quotidiennes que subissent les femmes. Ces reconstitutions mettent en lumière le fonctionnement sexiste de la société patriarcale. Partout, la violence est systémique. Elle conduit finalement au viol et au féminicide. Il faut saluer l'investissement de la Ville de Genève pour que les femmes puissent s'approprier l'espace public. En effet, 7 adolescentes sur 10 de moins de 15 ans ont déjà subi le harcèlement de rue, et cette proportion passe à 100% à 25 ans...

Il faut restituer le respect de l'autre dès l'enfance, à la maison comme à l'école, et ne laisser passer aucune blague, aucun geste sexistes. Même s'il faut pour cela braver les ricaneurs et les critiques. Devant la passivité des autorités fédérales, des personnes privées se sont mobilisées. En septembre 2020, la journaliste Sylke Gruhnwald, la scientifique Nadia Brügger et la graphiste Pauline Martinet ont lancé le projet de recherche «Stop Femicide». Sur le site web du même nom, en trois langues: allemand, français, italien, les trois femmes tentent de répertorier chaque féminicide en Suisse ou d'une femme suisse avec le lieu et l'heure. En outre, il donne des conseils pour se faire aider, les adresses de lieux d'accueil, etc.

Il faut en effet dire STOP aux féminicides, et aux violences en général. La société entière doit se mobiliser.

Huguette Junod

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo

25, rue du Vieux-Billard,
1205 Genève

Paris Kyritsis, président

Administration

administration@gauchebdo.ch

Rédaction

redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35

Joël Depommier, rédacteur en chef,

Jorge Simao, rédacteur

Bertrand Tappolet, correcteur

Abonnements

abo@gauchebdo.ch
Tarifs sur: www.gauchebdo.ch/abonnements

CCP 12-9325-6

Publicité

www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette

Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression

Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

Parution

Gauchebdo paraît 40 fois par année

La vertu de l'entraide

ITALIE

Dans la région de Gioia Tauro, sous la coupe de la mafia calabraise, la coopérative agricole «Mani e terra» est un lieu de solidarité avec les travailleurs agricoles migrants et les petits producteurs. Rencontre avec Guiseppe «Peppe» Pugliese, cofondateur de la coopérative.

Le Covid-19 a frappé fort votre élan. Grâce à la solidarité concrète de l'association bernoise de consommateurs Solrosa, un nouveau canal de distribution vers la Suisse a pu être ouvert, dites-nous en plus?

GUISEPPE «PEPPE» PUGLIESE Le confinement en mars 2020 nous a tous pris par surprise. Pour nous, cela a signifié un effondrement soudain et total des commandes. Solrosa a été le premier à venir à notre aide, nous maintenant sur pied. Mais heureusement, immédiatement après, les initiatives de solidarité se sont multipliées dans notre pays également. Par rapport à la saison précédente, nous avons même pu nous développer. Et en même temps, aider la société. Plus de cinquante mille kilos d'oranges ont pu être donnés aux familles nécessiteuses ou aux travailleurs en grève de Whirlpool Naples.

Décrivez la région de Gioia Tauro où vous êtes enraciné?

La plaine est située dans le sud de la Calabre. Les conditions climatiques ont toujours favorisé la culture des olives et agrumes, et plus récemment des kiwis et des avocats. On y trouve des oliviers séculaires, de 10 à 15 mètres de haut, voire plus, qui, bien avant l'arrivée de l'électricité, fournissaient l'huile pour éclairer de nombreuses villes européennes, jusqu'à Saint-Pétersbourg.

Cette zone a été le théâtre de luttes ouvrières immédiatement après la Seconde Guerre mondiale. Elles ont conduit à la conquête d'un millier d'hectares de forêt sauvage appartenant auparavant à l'Etat. Immédiatement après la réforme agraire, des pépiniéristes siciliens se sont installés dans la région et ont appris aux agriculteurs calabrais à greffer des plantes et à planter des agrumes. Cela a entraîné un boom économique, notamment grâce aux fruits Biondo di Calabria et aux clémentines. Elle est donc devenue un centre agroindustriel et a été surnommée «Merichicchia», ce qui signifie petite Amérique.

Que s'est-il passé ensuite?

Le boom a été suivi d'une crise progressive et apparemment imparable. Ses causes résident notamment dans la transformation de l'agriculture paysanne en agriculture industrielle. A cela s'ajoute la main violente de la mafia calabraise, la Ndrangheta. Parallèlement à leurs intérêts dans les contrats de travaux publics, par exemple dans le port de Gioia Tauro, le plus grand port de transbordement de la Méditerranée, les familles de la Ndrangheta ont fraudé des subventions de l'Union européenne.

Grâce aux subventions agricoles obtenues illégalement, elles ont pu accumuler d'énormes sommes d'argent au fil des décennies et, avec leur pouvoir d'intimidation, mettre la main sur le secteur des agrumes au point de contrôler presque entièrement. Un retour alarmant du latifundisme. Mais l'exploitation des travailleurs agricoles migrants ne s'inscrit pas exclusivement dans le cadre de la mafia. Ce sont plutôt les grands commerçants et les supermarchés, ainsi que l'absence de prix équitables pour les producteurs, qui en sont responsables.

Qu'en est-il de la réalité de la vie des migrants?

Avec la crise du secteur des agrumes, l'origine de la main-d'œuvre a également changé. A la fin des



La coopérative «Mani e terra» permet tout à la fois l'intégration des travailleurs étrangers et une meilleure rémunération des producteurs locaux.

Sos Rosarno

années 1980, les Maghrébins sont arrivés, puis les Polonais, et plus tard d'autres Européens de l'Est. Vers les années 2000, c'est le tour des Africains, presque tous originaires d'Afrique subsaharienne occidentale. Ils sont confrontés à des obstacles plus importants que les citoyens européens.

Ils sont contraints d'accepter n'importe quel type de travail, juste pour survivre et gagner la vie de leur famille en Afrique. Ils sont le maillon faible de la chaîne agricole et en paient le prix fort: lois discriminatoires sur l'immigration, logement inadéquat dans des camps de tentes ou de conteneurs, logement de fortune dans des cabanes en pleine campagne sans eau, sans électricité et sans installations sanitaires.

Cette précarité a donné lieu à l'émeute de Rosarno, le 7 janvier 2010, après la énième attaque contre des travailleurs africains: quelques centaines de travailleurs migrants ont attaqué les gens, détruisant voitures et vitrines depuis les usines abandonnées où ils vivaient jusqu'au centre du pays. Immédiatement après, il y a eu une réaction de Rosarno et des villes voisines. Les habitants, armés de fusils, de pistolets et de bâtons, ont organisé une véritable chasse aux Noirs.

Mais encore...

Ce furent trois jours de folie collective et de défaite de l'Etat. Ce dernier a résolu le problème, non en mettant fin à la violence, mais en expulsant 2500 à 2600 personnes en 36 heures – le nombre de travailleurs africains qui se trouvaient dans notre région à cette époque. Ces événements ont représenté la plus classique des guerres entre

pauvres. Les enfants et les petits-enfants de ceux qui étaient au bas de l'échelle sociale il y a 60 ans, qui avaient pris le bâton pour conquérir la terre, le pain et les droits, battent ceux qui sont au bas de l'échelle aujourd'hui au lieu d'être solidaires avec eux. C'est parce que quelqu'un leur a fait croire que les travailleurs migrants d'aujourd'hui étaient la cause des difficultés.

Vos conclusions?

Ces événements ont montré ce qui se cache derrière l'orange ou la clémentine. Et nous ont fait comprendre combien il était urgent d'intervenir dans le tissu économique du territoire, dans les mécanismes de production et de travail. Nous avons réalisé qu'en plus de l'exploitation des travailleurs, il y a aussi une situation extrêmement difficile pour les petits producteurs qui ne reçoivent pas de prix couvrant leurs coûts.

Nous avons compris le rôle des grands acheteurs de nourriture. Il n'y a aucun contrôle de la chaîne d'approvisionnement, tout est laissé au libre marché. Mais un marché est-il libre si un seul des acteurs fixe le prix? Comment les producteurs locaux peuvent-ils concurrencer des pays comme le Maroc, où la main-d'œuvre légalisée coûte entre cinq et dix euros par jour? Tout simplement, ils économisent sur les personnes qui ont désespérément besoin de travailler, quelles que soient les conditions.

Ce soulèvement a-t-il été la naissance de SOS Rosarno?

Le 24 janvier 2010, plusieurs dizaines de travailleurs qui avaient fui Rosarno après les attaques sont arrivés à Rome et ont été accueillis dans les salles du centre social occupé EX Snia. C'est là qu'ils ont entamé un processus d'auto-organisation et de mobilisations visant à revendiquer les droits de ces travailleurs. Ils ont ainsi obtenu leur premier permis de séjour. C'est lors d'une de ces réunions que l'idée de SOS Rosarno est née, grâce à l'inspiration de Dario Simonetti, un camarade extraordinaire qui est décédé un an plus tard d'une grave maladie.

Cette étape a été suivie par l'implication des petits producteurs biologiques et le lancement de la première campagne de distribution. Grâce au soutien de groupes d'achat solidaires, de magasins de commerce équitable et de nombreux espaces occupés dans toute l'Italie, elle a immédiatement débouché sur des faits concrets. Ainsi

contrats et salaires conformes à la loi pour les travailleurs, revenus équitables pour les producteurs. En novembre 2015, une deuxième fleur de la campagne SOS Rosarno s'est épanouie: la coopérative «Mani e terra». Celle-ci est le bras économique de la campagne SOS Rosarno. Elle permet notamment aux membres d'être leur propre employeur et de travailler dans les mois qui suivent la récolte des agrumes car, entre autres, nous cultivons aussi des légumes.

Comment le projet change-t-il les gens et la région?

Il y a actuellement environ septante producteurs avec une production d'un million de kilos de clémentines biologiques et le même nombre de kilos d'oranges biologiques. Parmi eux, nous parvenons à en impliquer environ 25 dans le projet et à prendre en charge 15 à 25% de leur production. Autre point positif: cette année, nous avons pu accueillir de nouveaux producteurs en dehors de notre cercle «restreint». Des producteurs qui, après des années de vente de leurs produits aux grossistes et à l'industrie de transformation du jus, voient qu'une autre voie est possible.

Que pouvons-nous apprendre de vous, notamment en matière de solidarité pratique avec les migrants?

Nous avons formé et consolidé des alliances entre producteurs, agriculteurs, travailleurs et consommateurs, réunissant la campagne et la ville. A un moment historique particulier, certains d'entre nous se sont tenus aux côtés des migrants face à une injustice sociale honteuse. Avec eux, nous avons été bouleversés par les événements de Rosarno et avons voulu construire quelque chose. Se préoccuper des autres, de ceux qui sont moins bien lotis que nous, qu'ils soient migrants ou non, est une chose naturelle pour nous et devrait l'être pour tout le monde.

Produire des aliments sans empoisonner la terre, en respectant tous les êtres vivants et les droits des travailleurs et des consommateurs devrait être normal. Lorsque cette «normalité» devient un fait extraordinaire, voire révolutionnaire, cela nous met dans une situation très délicate et montre à tous à quel point le contexte dans lequel nous opérons est difficile. ■

Mathias Stalder

Paru dans *Vorwaerts*, adapté par la rédaction

Les produits SOS Rosarno peuvent être commandés sur www.solrosa.org/ à partir du 10 octobre 2021.

SOS Rosarno. Chiffres et principes

Onze employés travaillent dans la coopérative «Mani e terra» toute l'année et au moins 50 autres œuvrent à plein temps mais uniquement pendant la saison des récoltes, d'octobre à avril. Le salaire journalier est de 55 euros, dont 12 de cotisations sociales. Selon les contrats régionaux des travailleurs de la récolte, ils travaillent six heures et demie par jour. Les autres activités comprennent une laiterie, la culture des olives et des fruits, la production de viande et de saucisses. SOS Rosarno se fonde sur trois principes. Premièrement, le respect de l'environnement grâce à des systèmes de production biologiques et agroécologiques. Deuxièmement, le respect des personnes, qu'il s'agisse des travailleurs, des producteurs ou des consommateurs. Et troisièmement, le mutualisme, qui signifie: «Nous croyons que nous devons faire notre part pour le bien commun de la société et surtout pour les situations difficiles où qu'elles se trouvent sur la planète, afin de construire l'alternative à laquelle nous croyons», selon le site web.

Plus d'informations: sosrosarno.org; assorurale.it; genuinoclandestino.it

Climat et système à l'épreuve du feu

COP 26 • Bien que la planète soit à l'agonie, les remèdes sont insuffisants. La communauté internationale tente à nouveau, cette fois à Glasgow, en Ecosse, de lancer une thérapie. Malheureusement, presque inoffensif par rapport au diagnostic.

Une grande partie du monde scientifique et du mouvement environnemental considère cet effort comme la dernière chance de ralentir l'augmentation déjà irréversible de la température de la terre. La conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP 26), organisée cette fois par le Royaume-Uni en collaboration avec l'Italie, débute le dimanche 31 octobre et se poursuit jusqu'au 12 novembre.

L'ABC de Glasgow

La conférence des parties – d'où l'acronyme COP – à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques est une réunion annuelle au cours de laquelle des représentants gouvernementaux de haut niveau discutent et négocient d'éventuelles propositions visant à réduire le réchauffement de la planète.

Selon les organisateurs, cette 26^e session réunira des délégués de presque tous les pays qui composent le système des Nations unies, dont une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Egalement des experts en environnement, des chefs d'entreprise, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile en général.¹ Tout laisse à penser qu'il s'agira d'un sommet particulièrement transcendant, étant donné que, malgré les six années qui se sont écoulées depuis l'adoption de l'accord de Paris lors de la COP21, les efforts mis en œuvre jusqu'à présent pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius ont été insuffisants.²

Pour le monde scientifique, ce chiffre – 1,5 degré Celsius – constitue le seuil ou point de basculement, au-delà duquel le changement climatique pourrait avoir des effets dramatiquement irréversibles sur l'homme et la nature. Les récents incendies, vagues de chaleur, inondations et autres catastrophes naturelles de plus en plus intenses appellent une action climatique urgente et concertée.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), daté du 9 août de cette année, est convaincant. Il indique que «bon nombre des changements climatiques observés sont sans précédent sur des milliers, voire des centaines de milliers d'années, et certains des changements qui se produisent déjà, comme l'élévation continue du niveau de la mer, pourraient ne pas s'inverser avant des siècles ou des millénaires.»³

Le rapport fournit de nouvelles estimations de la probabilité de dépasser un niveau de réchauffement planétaire de 1,5°C dans les décennies à venir, et conclut qu'«à moins de réduire les émissions de gaz à effet de serre immédiatement, rapidement et à grande échelle, «limiter le réchauffement à environ 1,5°C ou même 2°C sera un objectif inatteignable.»



La société civile veut autre chose que des promesses et exige de «changer le système».

Extinction Rebellion UK

Un autre point clé de l'ordre du jour de la COP26 à Glasgow sera le financement du climat, c'est-à-dire l'aide que les pays industrialisés se sont engagés à fournir à ceux qui sont les plus touchés par le réchauffement de la planète, presque toujours les pays en développement. On est encore loin des 100 milliards de dollars par an annoncés en 2009 lors de la conférence de Copenhague sur le changement climatique au Danemark pour financer des projets de réduction des émissions et d'adaptation au climat dans les régions pauvres en ressources.

L'Accord de Paris comme miroir

Est-il possible qu'une éventuelle «thérapie» émergeant de la conférence de Glasgow permette de rattraper le temps perdu dans la lutte contre le réchauffement climatique, ou sera-t-elle un simple miroir, regardant Paris 21, mais n'allant pas au-delà, avec des propositions consensuelles et des promesses qui ne répondent pas à l'agonie?

L'objectif principal de l'Accord de Paris du 12 décembre 2015 établit que l'augmentation de la température de la terre au cours de ce siècle ne doit pas dépasser 2 degrés Celsius -

toujours par rapport aux niveaux préindustriels. Elle a même proposé que les efforts mondiaux soient redoublés pour tenter de limiter l'augmentation à un maximum de 1,5 degré Celsius.

Cet objectif comprend la nécessité pour chaque pays de faire un grand pas en avant dans la lutte contre les effets du changement climatique, de limiter considérablement les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'assurer le financement nécessaire pour y parvenir. En outre, il prévoit des rapports réguliers sur leurs niveaux d'émission respectifs et leurs efforts pour mettre en œuvre ce qui a été convenu. Ainsi qu'un bilan mondial commun tous les cinq ans pour évaluer les progrès collectifs réalisés dans le respect de ces engagements.

Compte tenu de tout cela, l'accord conclu à Paris prévoit que les pays développés continuent d'assumer la responsabilité première en fixant des objectifs de réduction absolus à l'échelle de l'économie, tandis que les pays en développement continuent d'intensifier leurs efforts d'atténuation.

Il a été ouvert à la signature le 22 avril 2016 – Journée de la Terre – au siège des Nations unies à New York. Des mois plus tard, le 4 novembre

2016, il est entré en vigueur, trente jours après que la «double norme» ait été respectée, à savoir la ratification par 55 pays représentant au moins 55% des émissions mondiales. Il a depuis été signé par 192 pays.

A en juger par les résultats obtenus, ni l'accord de Paris ni les efforts ultérieurs n'ont donné les résultats escomptés. Les analyses rétrospectives suggèrent que, même si les promesses faites à Paris en 2015-2016 avaient été respectées, cela n'aurait permis de limiter l'augmentation de la température qu'à moins de 4°C, bien loin de l'augmentation maximale de 1,5 degré tant proclamée. En d'autres termes, les engagements pris par les Etats à cette époque étaient déjà insuffisants pour atteindre les objectifs fixés.

Selon Alok Sharma, président entrant de la COP26, «il y a eu des progrès, mais pas assez. C'est pourquoi nous avons particulièrement besoin que les plus grands émetteurs, les pays du G20, prennent des engagements plus fermes d'ici à 2030 si nous voulons maintenir l'objectif de 1,5°C au cours de cette décennie critique».

Des promesses (presque) impossibles

Les engagements les plus récents de plusieurs pays en matière de climat d'ici à 2030 «ne sont pas assez ambitieux et mettent le monde sur la voie d'une augmentation de la température d'au moins 2,7°C au cours de ce siècle», indique le dernier rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) sur le déficit d'émissions, publié le 26 octobre.

Les annonces nationales faites jusqu'à présent ne permettraient qu'une très faible réduction: seulement 7,5% des émissions prévues d'ici 2030.⁴ «Pour rester sur la voie de l'objectif

de 2°C, des réductions d'émissions de 30% doivent être assurées». Pour atteindre l'objectif de 1,5%, des réductions de l'ordre de 55% seraient nécessaires. Une fois encore, à l'approche de la COP26, les engagements des parties ne correspondent pas aux objectifs convenus. Cela répète la longue histoire des réponses tièdes pour sauver une planète en feu.

En présentant le rapport du PNUE, sorte de cadre conceptuel du sommet de Glasgow, Inger Aderson, directrice du PNUE, a rappelé que «le changement climatique n'est plus un problème d'avenir. C'est un problème actuel». Le PNUE insiste sur le fait que nous ne disposons que de huit ans pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C en réduisant de près de moitié les émissions de gaz à effet de serre. Moins d'une décennie pour élaborer des plans, mettre en œuvre des politiques et enfin obtenir des résultats tangibles. «L'horloge tourne vite», souligne l'organisme international.

Au 30 septembre, 120 pays, responsables d'un peu plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre, avaient communiqué de nouveaux objectifs actualisés. En outre, trois membres du G20 (les 20 nations les plus développées) ont annoncé de nouveaux engagements en matière d'atténuation pour 2030. Dans son évaluation du rapport du 26 octobre, Alok Sharma, a estimé que, si les pays atteignent leurs objectifs pour 2030 et les promesses d'émissions nulles annoncées, «nous nous dirigerons vers une augmentation moyenne de la température mondiale légèrement supérieure à 2°C».

Deux visions contradictoires

Le sommet de Glasgow est autant un labyrinthe qu'un carrefour pour le climat planétaire. Et avec encore beaucoup plus de sophismes, construits sur des promesses que la grande majorité des nations savent qu'elles ne seront pas en mesure de tenir.

La COP26 a également révélé le choc de deux conceptions contradictoires. La vision d'un «institutionnalisme» de type onusien, avec des propositions à moyen et long terme, alors que le monde scientifique diagnostique depuis des années l'extrême gravité de la maladie. Et, en face, la vision d'une grande partie de la société civile mondiale – mouvements environnementaux, ONG de développement, syndicats, réseaux et plateformes – qui se mobilisera de manière critique dans les rues de Glasgow pendant la COP26. Celle-ci insiste sur «l'urgence climatique» comme clé d'interprétation d'une société humaine en course accélérée vers sa propre disparition.

Il n'est donc pas surprenant que l'un des principaux slogans communs aux millions de jeunes mobilisés ces dernières années autour de la «grève du climat» le décrive avec éloquence: «Ce n'est pas le climat qu'il faut changer, mais le système».

Sergio Ferrari

Quelques maigres mesures

Lors des premiers jours de la Cop-26, les Etats du Nord ont une nouvelle fois assuré qu'ils verseront les 100 milliards annuels prévus pour le Fonds climat afin que les pays du Sud puissent s'adapter aux changements climatiques. Mais cette somme ne sera pleinement entièrement garantie qu'en 2023. Dans le même temps, 105 Etats ont annoncé vouloir agir sur l'émission de gaz méthane et d'abaisser en 2030, de 30% les émissions mondiales de méthane (émis par l'agriculture et l'élevage)... par rapport aux niveaux de 2020. Un

autre engagement a été pris contre la déforestation. Une centaine de pays se sont engagés à inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2030. Pour Greenpeace, l'objectif de 2030 reste trop lointain et donne le feu vert à «une décennie supplémentaire de déforestation». L'Inde du très nationaliste premier ministre Narendra Modi a promis, quant à elle, d'atteindre zéro émission nette d'ici 2070. Promesses, promesses.

Réd.

1. www.nfccc.int/es/process-and-meetings/conferences/conferencia-sobre-el-cambio-climatico-en-glasgow
2. www.unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/spanish_paris_agreement.pdf
3. www.ipcc.ch/report/ar6/wg1
4. www.unep.org/es/resources/emissions-gap-report-2021

Deux expositions au Musée Jenisch

BEAUX-ARTS • Des dessins de grande taille souvent en noir et blanc et une rétrospective Lyonel Feininger sont à découvrir au musée veveysan.

La première de ces expositions, plaisamment nommée XXL, est consacrée aux travaux sur papier de grand format. Longtemps, le dessin s'est contenté de dimensions relativement modestes. Il était surtout considéré comme un acte préparatoire en vue de la peinture. Et les grands formats étaient réservés aux sujets «nobles», comme la peinture d'histoire et religieuse. Mais le dessin s'est peu à peu émancipé, il est devenu un genre en soi, et les artistes contemporains ne craignent pas de travailler sur des formats géants. L'œuvre la plus grande de l'exposition ne mesure pas moins de cinq mètres sur douze ! Une trentaine d'artistes, suisses et étrangers, sont représentés au Musée Jenisch. Certains sont célèbres, comme Pierre Alechinsky, qui a joué un rôle important dans le mouvement d'avant-garde CoBra (Copenhague-Bruxelles-Amsterdam). D'autres sont à découvrir.

Des «chevaliers de l'Apocalypse»

On peut distinguer quelques grandes tendances. La nature, les forces maritimes, terrestres et cosmiques sont très présentes. Par exemple, Emmanuel Wüthrich a réalisé *Vague (I)*, constitué de 128 feuillets. Son travail fait écho à celui de Gustave Courbet, qui a peint un tableau portant le même titre. Dans une veine similaire, on remarquera *La montagne silencieuse* de Martial Leiter. Jean-François Lüthi, avec *Lisière*, obtient en noir-blanc un effet semblable à celui des Pointillistes. Alain Huck, dans *Ruta*, constitué de trois panneaux, rend particulièrement bien le feuillu et les entrelacs de branches d'une nature laissée à elle-même.

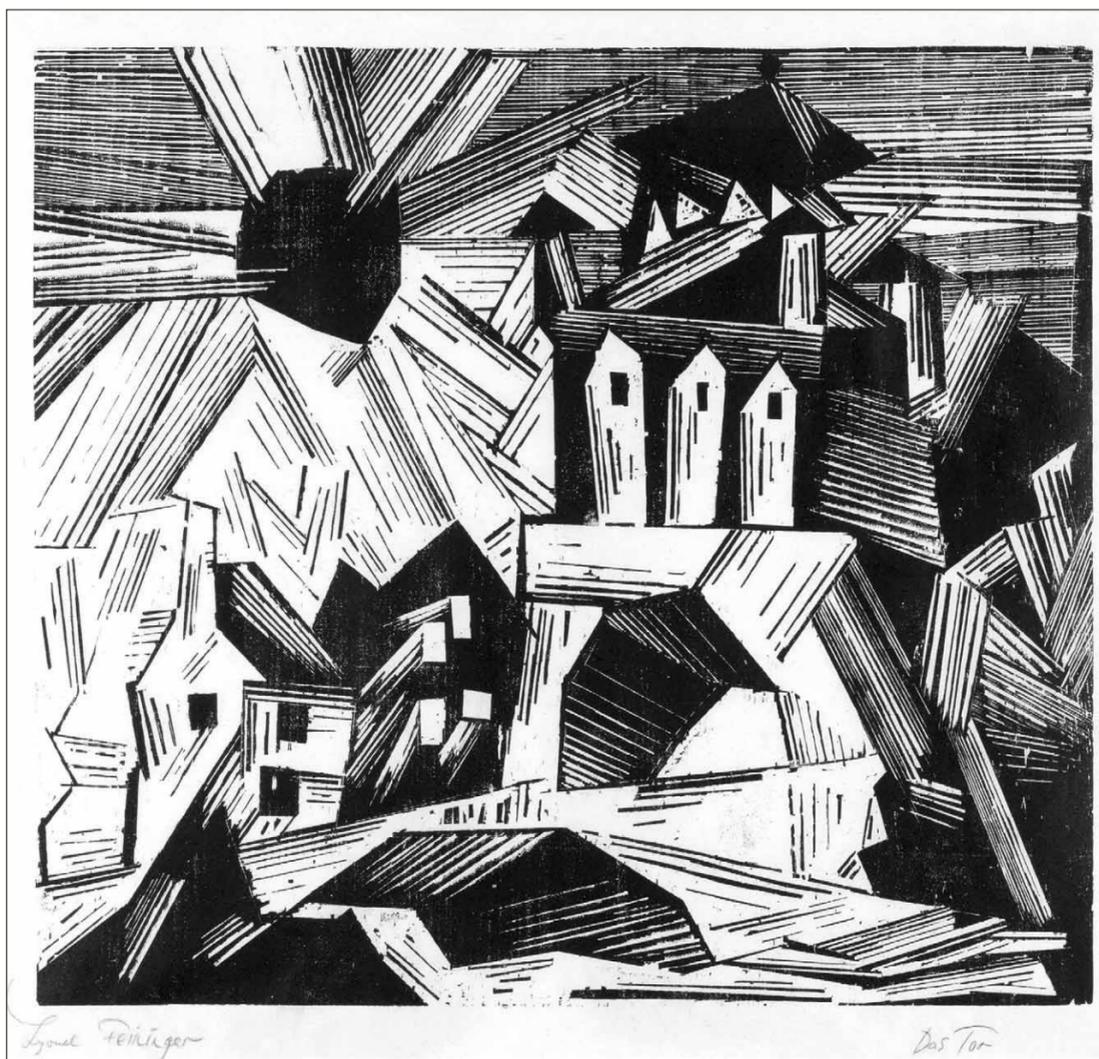
Mais d'autres thématiques apparaissent aussi dans l'exposition. Line Marquis mêle habilement des «chevaliers de l'Apocalypse», un poupe géant qui semble tout droit sorti de Jules Verne et une vague de tsunami

pareille à celle peinte par le Japonais Hokusai au XIX^e siècle. Joël Person, fasciné par le monde du cheval, se réfère explicitement à Eugène Delacroix et Théodore Géricault. La composition géante de Jérôme Zonder, qui occupe une paroi entière, juxtapose images érotiques et drames politiques contemporains (explosion nucléaire, guerres, attentats). La couleur est rarement présente dans le choix opéré par le Musée. Elle apparaît pourtant dans la belle œuvre de Françoise Pérovitch, qui associe un corps féminin étendu, réalisé avec une technique qui se rapproche de celle de la BD, et un oiseau qui introduit une dimension poétique.

A la jonction du Cubisme et de l'Expressionnisme

La seconde exposition est dévolue à l'artiste américain Lyonel Feininger (1871-1956), à l'occasion du 150^e anniversaire de sa naissance. Il gagna rapidement Paris et l'Allemagne. Il fit ses débuts, notamment comme caricaturiste (parfois d'esprit antimilitariste). En 1919, il fut engagé comme «maître» par le Bauhaus à Weimar puis Dessau. Considéré comme artiste «dégénéré» par les nazis, il regagna les États-Unis en 1937.

On peut admirer deux ou trois de ses huiles, dont *Fin de séance à la Bourse de Paris* (1908), qui révèle un sens prodigieux du mouvement, avec ses banquiers pressés de regagner leur logis. Mais Feininger est surtout resté célèbre comme graveur sur bois. Natif de New York, il s'est particulièrement intéressé au thème de la ville. Si son art se rapproche de l'Expressionnisme allemand, il fut aussi fortement marqué par sa découverte du Cubisme en 1911 et, par ce biais, se rapprocha de l'abstraction, par exemple dans *Maisons à Paris* (1918). On remarquera particulièrement une extraordinaire gravure intitulée *La Porte*, où l'artiste est parvenu à rendre en noir-blanc l'effet des



Das Tor [La porte], 1920, Gravure sur bois sur papier Japon vergé.

Alistair Alexander, Camerarts, Inc.

rayons du soleil sur la ville. Ainsi qu'une jolie série de figures de bois miniatures créées pour ses enfants. Rappelons que, dans l'esprit du Bauhaus, art, artisanat et industrie ne devaient pas être séparés.

Passion maritime

Lyonel Feininger a développé une autre passion, celle pour les ports. En Allemagne, il a beaucoup fréquenté

les rives de la Baltique. Il a représenté toutes sortes de bateaux, de pêche, de guerre, des voiliers, avec une prédilection pour les majestueux trois-mâts. Et cela en usant d'une technique minimaliste, se bornant à quelques traits. Si bien qu'une gravure de Feininger est immédiatement reconnaissable!

Lors de sa présence à Jenisch, le visiteur ne doit pas oublier qu'il a

toujours la possibilité de voir ou revoir la petite mais remarquable collection permanente, ainsi qu'un choix de toiles d'Oskar Kokoschka, dont le musée possède la plus grande collection au monde. ■

Pierre Jeanneret

«XXL Le dessin en grand», jusqu'au 27 février 2022 et «Lyonel Feininger. La ville et la mer», jusqu'au 9 janvier 2022, Musée Jenisch, Vevey.

Etre exilé Noir américain à Paris, en 1961

LIVRE • Il a fallu attendre soixante ans pour que la première fiction écrite sur les événements de la répression meurtrière du 17 octobre 1961, par la police française, d'une manifestation d'Algériens organisée à Paris par la fédération de France du FLN, soit publiée en français.

Sorti en 1963, *The Stone Face*, de William Gardner Smith, a été réédité, aux États-Unis, en juillet 2020, préfacé par l'essayiste Adam Shatz (éditions New York Review of Books Classics). Le titre, *Le Visage de pierre*, renvoie à l'image du racisme, que l'auteur a choisi de fuir. Mais il finit par le retrouver, ciblant d'autres que lui, dans une terre qu'il croyait idyllique. Refuge pour les Noirs américains fuyant la ségrégation, Paris est aussi le théâtre de la répression des Algériens pendant la guerre d'indépendance. Le journaliste et romancier William Gardner Smith en fut le témoin, ainsi que du massacre du 17 octobre. Avec Simeon Brown, le protagoniste, il nous fait cheminer de son exil doré jusqu'à la prise de conscience que les États-Unis n'ont pas le monopole du racisme. William Gardner Smith arrive à Paris en 1951. Ici point de ligne de couleur. Dans le milieu artistique et intellectuel, il fait bon vivre dans le «Paris noir»: Montmartre, le café de Tournon, les clubs de jazz où on croise James Baldwin, Chester Himes, Joséphine Baker, Sydney Bechet.

Lorsque son double, Simeon Brown, peintre et journaliste, y débarque en 1960, les Noirs américains ne subissent pas le racisme, à la différence des Arabes et des Africains des colonies. Soucieux de préserver les privilèges que leur octroie le «passeport américain», ils ferment les yeux devant la répression et les injustices que subissent les colonisés. La bohème parisienne de Simeon Brown ne résistera pas à cet aveuglement. Il va s'intéresser peu à peu à la cause des Algériens et mieux comprendre leur quête d'égalité et d'indépendance. *Le Visage de pierre* raconte comment va s'opérer cette prise de conscience ainsi que le suggèrent les titres des trois parties: «Le fugitif», «L'homme blanc», «Le frère». Tout commence lors d'une banale bagarre de bar avec un Algérien, Hossein. Les voici tous deux embarqués par la police. Simeon remarque la différence de traitement: lui est vouvoyé, Hossein est tutoyé; lui est relâché, Hossein gardé au poste. «Vous ne savez pas comment ils sont, les Arabes, lui dit en substance le policier, vous êtes étranger, vous ne pouvez pas comprendre...» Le lendemain, un ami de Hossein,

lui lance: «Hé! Ça fait quoi d'être un homme blanc? (...) Ici, c'est nous les négros!»

Dans sa préface, Adam Shatz rapporte que l'auteur avait dès novembre 1954 écrit pour *le Pittsburgh Courier* un article sur l'oppression des Algériens en France. «La lutte algérienne ne lui a pas seulement donné le courage d'affronter le visage de pierre qu'il a fui; elle a transformé sa compréhension du racisme américain en l'inscrivant dans une histoire plus large de la domination occidentale. Lorsqu'il fait référence aux Noirs américains, il les appelle désormais «les Algériens de l'Amérique».

En épilogue, l'auteur immerge son personnage sur les quais de Seine, le 17 octobre. Simeon s'en prend à un policier qui matraque une femme portant un bébé. Il est embarqué dans un fourgon avec les Algériens. Cette fois, ils lui disent: «Salut frère.» ■

Latifa Madani

Paru dans *L'Humanité*

William Gardner Smith, *Le Visage de pierre*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Brice Matthieussent, Christian Bourgois éditeur, 280 pages.

«Superstore»: lutte des classes à l'américaine

Diffusé récemment sur Netflix, *Superstore*, nous raconte la vie d'un supermarché américain, Cloud 9. Si le contenu peut paraître entendu, entre relations amicales et amoureuses, un autre aspect de cette sitcom est intéressant: celui de la critique sociale. En effet, au fil des épisodes on découvre la grande précarité sociale des employés. L'équipe, attachante, et interprétée avec brio, montre la solidarité à l'œuvre dans les milieux populaires américains, ici dans le Missouri, malgré une compétition féroce induite par le libéralisme économique.

S'il existe une certaine complicité entre l'équipe et son manager, un chrétien évangélique paternaliste haut en couleur, les employés de Cloud 9 s'opposent à plusieurs reprises à la direction de la chaîne de supermarchés. On peut citer, notamment, la mise en place d'une grève dans un milieu qui semble a priori dépolitisé, grève qui fera plier la direction. La question de la difficile syndicalisation des employés occupe par ailleurs plusieurs épisodes. Cette série met également en avant bien d'autres thèmes du débat politique et social américain, citons: la vente libre d'armes à feu, la contraception, l'absence d'assurance maternité, les familles monoparentales, le temps partiel, les bas revenus ou encore le, choquant, travail des personnes âgées. Cette série, à haut audimat, qui semble épouser la cause de la gauche du Parti démocrate, nous prouve une chose: il est possible de créer une télévision populaire et sociale. ■

Blaise Fontanellaz

La Corée du Nord à visages humains

LIVRE • Dans le «Royaume Ermite», le photoreporter français Stéphane Gladieu a réalisé des portraits en pied proches du travail de studio et de la peinture d'histoire. A l'ère du primat absolu du collectif.

Stéphane Gladieu a débuté sa carrière en 1989 en couvrant les conflits et les questions sociales à travers l'Europe, l'Asie centrale et le Proche-Orient. Ce reporter a renouvelé son approche photographique en recourant au portrait pour témoigner de la condition humaine dans le monde, de l'Asie à l'Afrique. En témoignent sa série *Homo Detritus* (2021) et ses portraits d'artistes du collectif «Ndaku ya la vie est belle» imaginant des costumes hybrides à partir des débris de Kinshasa pour alerter sur la pollution. Entre art brut plongé dans la gadoue de quartiers déshérités et fantastique surréaliste proche parfois de la franchise hollywoodienne des *Transformers*.

Un travail frontal

Effectuant un travail de pose frontale, il opte pour un cadre voulu rigoureux et une forme de magnification du sujet questionnant la grammaire de l'image propagandiste en Corée du Nord. Un dispositif statique avoué, transparent et compréhensible aux autorités du pays lors de cinq voyages dans le pays entre 2017 et 2020. Il s'agit d'aller au-delà des constats posant que la propagande du régime de Kim Jong-il s'emploie sans relâche à maintenir sous le boisseau toute velléité de révolte, alors que l'économie est en berne et que les gens font front contre la pauvreté.

La vie malgré tout

Spécialiste de son travail, l'ex-directeur des Rencontres d'Arles de la photo, relève que «la Corée du Nord est une terre qui fascine les photographes occidentaux, de Philippe Chancel à Alice Wielinga. Stéphane Gladieu, lui, arrive avec un dispositif léger et autorisé officiellement. Celui-ci recrée du studio de rue avec flashes. Cela fige quelque peu l'image, l'éclaire latéralement et détache le modèle d'un arrière-plan dont on ne sait plus précisément si c'est le portrait du site ou celui de l'humain. D'où une représentation simultanément surjouée théâtralement en y mixant les codes de l'iconographie propagandiste.

Voici l'un des pays les plus fermés

au monde. Tenter de donner une représentation de réalités et identités sociales méconnues n'empêche pas chaque image de les mettre en doute dans un Etat sur lequel une forme d'imaginaire collectif planétaire n'image pas que l'on puisse vivre heureux. «L'une des leçons de ce travail photo est que quel que soit l'état d'un pays, la vie et les conditions que peut endurer une population, il existe toujours une forme de résilience. On y vit. s'aime, procréé et meurt.» Rencontre avec un homme d'images qui rebrasse les codes.

Quel a été votre approche face à cette réalité nord-coréenne?

STÉPHAN GLADIEU Dans toutes les photos, je joue entre le choix réalisé du portraituré au premier plan et l'arrière-plan. Derrière un groupe d'hôtesse en uniformes de bateaux-mouches disposé en triangle, l'idée essentielle est de faire apparaître la tour du Juche composée de 25'000 briques.

Cette dernière incarne l'idée politique à la racine de l'Etat nord-coréen dynastique. Il s'agit d'un mélange entre stalinisme et maoïsme teinté d'une forme d'anarchisme asiatique. Soit l'idée de refuser toute ingérence extérieure, politique et culturelle. Au nom de la maîtrise décisionnelle, cette réalité idéologique pousse à un régime autarcique. Le Juche est une idéologie portée par trois axes: l'autonomie militaire, l'autosuffisance économique et l'indépendance politique.

D'autres dimensions vous ont intéressées.

Cette volonté d'autosuffisance débouche sur un ultranationalisme, une sanctification de la pureté raciale et la fierté identitaire. A travers le confucianisme, se manifeste une insaisissable quête de perfection, d'ordre. Ainsi dans le fait de ne pas couper à l'image un monument, une statue, dans la volonté de la représenter dans son entité.

Mon premier voyage a en réalité débuté en Corée du Sud dans une usine Hyundai, multinationale familiale dotée d'une structure dictatoriale lorgnant sur la main-d'œuvre du Nord, travailleuse, docile et bon mar-



Un tableau plasticien en forme de scène de rue à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord.

Stéphan Gladieu

ché. Fort oubliée, la Guerre de Corée a été bien plus meurtrière que le conflit vietnamien. Elle marque encore profondément la muséographie et le monumentalisme du pays de la dynastie des Kim. Ainsi ce nationalisme exacerbé, et paranoïaque pour certains, ne vient pas de nulle part.

Et votre esthétique?

J'ai tenté de faire un portrait de la société nord-coréenne tout entière. Ceci en partant des différents secteurs économiques, primaire agricole, secondaire englobant l'industrie et la construction ainsi que tertiaire - commerce, administration, finance, éducation, santé... Constamment surveillé, j'ai repris dans l'esthétique des images, les codes et grammaires propres à l'icône. A savoir une image

frontale, colorée, attirante et extrêmement compréhensible.

Elle est l'ancêtre de la publicité moderne et a été instrumentalisée notamment au sein de la propagande maoïste. On la retrouve en Corée du Nord, où la photographie et l'art du portrait n'existent guère. Les représentations affichées y sont souvent de la peinture, du dessin ou de la céramique.

Vous cultivez une certaine ambiguïté entre documentaire et fiction?

Etant au moyen format photo, je recour à des flashes pour modeler le personnage et le détacher de son arrière-plan. Et un champ de profondeur où tout est net, visible. Ce n'est pas du reportage tant l'image joue du rapport entre le réel et l'irréel ainsi

que sur l'Absurde. Prenez la photo d'un paysan dans un champ au sein d'une ferme modèle visitée dans une importante région agroalimentaire. Se retrouver les pieds dans la boue à travers une image iconique d'un champ de riz géométrisé en triangles est relativement rare dans une grammaire propagandiste.

Mais le caractère de dessin figé des compositions saisit le sujet comme le symbole de quelque chose de plus grand. Dans un Etat où tout s'articule au collectif du «pays du Matin calme», cette dimension fut évocatrice pour les sujets portraiturés. ■

Propos recueillis par Bertrand Tappolet

Stéphane Gladieu, *Corée du Nord*, Actes Sud. Site du photographe: www.stephangeladieu.fr

Les éditions des Sables au Salon des Petits Editeurs

Le Salon regroupe une quarantaine de maisons d'édition, de GE, VD, FR, ZH, France, et même une maison de Brésil et une du Québec. Le vernissage du recueil d'Huguette Junod (collaboratrice de *GaucheBdo*) *Mon frère Icare Ma sœur Ophélie* (sur la mort de son frère à 17 ans en 1971 et de sa sœur à 34 ans en 1980) aura lieu à 14h sur le stand d'Encre Fraîche. Les éditions des Sables présenteront sur leur stand les 21 parutions de 2020 et les 16 de 2021. Il y aura 20 auteurs.es présent.es, un apéro à 11h. ■



Salon des Petits Editeurs, samedi 13 novembre 2021, 9-18h, Salle communale Jean-Jacques Gautier, route du Vallon 1, Chêne-Bougeries
Infos sur www.petitsediteurs.ch

Quand la pluie par chance éteint la rage

LIVRE • La romancière irlandaise Jan Carson peint à la suie la réalité brute de Belfast-Est, où rien n'est encore résolu des séquelles de la guerre civile.

Eté 2014. Belfast (Irlande du Nord). La ville sent le bitume cramé, voire le crématorium. Des feux géants s'élèvent, consomment le rayon lingerie de Marks & Spencer, les bâtiments publics, les Abribus... Seize ans après la fin de la période dite des Troubles, à Belfast-Est, chacun est encore «porté sur la religion», et tous ont «tendance à enfoncer les doigts dans la plaie et bien fouiller autour». Des jeunes, dissimulés sous leur capuche, agissent et disparaissent. Les politiciens parlent. Les flics se replient «comme de vieux transats».

Née dans une famille protestante, Jan Carson avait 18 ans, en 1998, lors de la signature de l'accord du Vendredi saint, qui mit fin à trente années de guerre civile. Elle vit à Belfast: «Cette ville où la vérité est un cercle vu d'un côté et un carré vu de l'autre.» Elle suit deux hommes, nés tous

deux dans l'est de la ville. Jonathan Murray, médecin banal et solitaire, et Sammy Agnew, ancien paramilitaire protestant. Chacun détient un secret terrible. Murray déteste son nom, qui s'accrochait à l'arrière de (ses) dents, comme de la salive séchée». Le visage de Sammy Agnew ressemble à «des obsèques du week-end». Dans sa jeunesse, Sammy et ses copains stoppaient des catholiques, repérés au chapelet suspendu à leur rétroviseur. Ils brûlaient la caisse, tabassaient les hommes. Aujourd'hui, son fils Mark, «taillé dans le même vieux drap», prend la relève. La violence «se transmet comme les maladies cardiaques ou le cancer». On assiste aux tribulations, sur trois mois d'été, de ces deux pères que tout éloigne. On prend le pouls d'une ville où protestants et catholiques, «flics et manifestants, pauvres et

riches» se croisent sans se connaître. Il y a des enfants aux étranges pouvoirs. L'un a des roues à la place des pieds, un autre voit l'avenir dans les surfaces liquides... Les parents de ces «infortunés de Belfast-Est» se réunissent pour confesser leur douleur. Sous une lumière de biais, le livre prend l'allure d'un «triste conte». La ville va-t-elle finir en un gigantesque brasier? La pluie éteindra la rage, jusque dans les «vilains quartiers qui empestent l'animal humide». Ainsi rincée, la situation s'améliore sous les yeux ébahis des politiciens. «Le temps de la colère» s'achève, «pour un an», précise la romancière, dont on salue la puissance narrative. ■

Rédaction de l'Humain

Jan Carson, *Les Lanceurs de feu*, traduit de l'anglais (Irlande du Nord) par Dominique Goy-Blanquet éditions Sabine Wespieser, 380 pages.